



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 23 FEVRIER 1980

N° 58

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

MARTINIQUE ET GUADELOUPE UN MARCHEPIED POUR L'IMPERIALISME FRANÇAIS DANS LA CARAÏBE

En faisant sa tournée dans la Caraïbe, Stirn n'a pas hésité à parler au nom des populations des «îles françaises» de Martinique et Guadeloupe.

La coopération de la France avec les îles anglophones de la Caraïbe, a-t-il précisé, se fera par l'intermédiaire des «Français des Départements d'outre-mer» dont on attend qu'ils servent de «relais» et de «tremplin» à la politique du gouvernement français dans la région.

L'impérialisme français, en la personne de Stirn, s'appuie sur le fait qu'il possède ici deux colonies pour clamer haut et fort qu'il a un droit de regard sur ce qui se passe dans la région. La coopération économique, qui permet à des capitalistes français de trouver de nouveaux marchés, le «maintien de la stabilité» dans cette zone, qui n'est autre que la garantie que l'ordre impérialiste ne sera pas perturbé, tels sont les objectifs poursuivis par le gouvernement français. Et dans cette perspective, la Martinique et la Guadeloupe sont des atouts importants.

C'est donc avec la suffisance des maîtres et des propriétaires que Stirn s'est exprimé : Martinique et Guadeloupe sont propriétés de la France, et la France en dispose à son gré, en fait l'utilisation qu'elle estime la plus profitable à sa politique.

Les populations des DOM ne comptent pas : ce sont des instruments au service du gouvernement français. Et lorsque ce gouvernement a besoin, pour faire avancer ses pions dans la Caraïbe, de se réclamer d'un soutien dans cette zone, il se revendique comme d'une caution des populations de la Martinique et de la Guadeloupe, et il prétend parler en leur nom.

Mais, c'est ce même gouvernement, ce même impérialisme français, qui les opprime et les exploite ici. Les travailleurs ne peuvent pas lui servir de caution, et ce gouvernement n'est pas leur porte-parole, mais leur ennemi.

Quand l'impérialisme français vise à jouer un rôle de gendarme dans la Caraïbe, il a déjà rempli la Martinique et la Guadeloupe de ses casernes et de ses forces militaires, il a déjà fait tirer sur les travailleurs, sur les jeunes.

Quand il parle de coopération économique avec les îles anglophones, il a déjà, en Martinique et en Guadeloupe, donné toutes les garanties aux gros propriétaires et aux capitalistes qu'ils pourront faire suer le profit aux ouvriers avec la bénédiction et l'appui du gouvernement.

Alors, ce même gouvernement ne peut prétendre à être le porte-parole des travailleurs et des populations laborieuses de Martinique et de Guadeloupe. Il est leur adversaire le plus acharné. Et il faudra bien qu'un jour la colère des travailleurs le chasse définitivement de ces îles sur lesquelles il prend aujourd'hui si fièrement appui pour tenter de mettre la main sur les peuples voisins.

QUAND LE P.C.M. DEFEND LA PRODUCTION BANANIÈRE

Le cyclone David aura donc fourni aux gros capitalistes de la terre l'occasion qu'ils attendaient pour «reconvertir» les terres plantées en banane et ceci aux moindres frais. Cette volonté de réduire la superficie plantée en banane est consécutive aux tentatives de Dijoud d'implanter la Compagnie Fruitière aux Antilles, et ce faisant de baisser la production bananière.

Depuis donc plus d'un an les grandes manœuvres avaient commencé : déclarations de Dijoud, résolutions de «colloques» et autres «Conférences de Développement», appels angoissés à l'aide du FORMA (Fonds d'Orientement et de Régularisation des Marchés Agricoles) pour soutenir les cours de la banane, bref, tout y est passé afin de justifier l'abandon de la banane pour d'autres cultures estimées plus rentables.

Mais le résultat le plus clair de ce changement d'orientation est que des centaines de travailleurs agricoles risquent de perdre leur emploi, la banane employant globalement plus de personnes que les plantations de citron ou d'avocat qui semblent avoir actuellement la faveur des gros planteurs et des technocrates et autres spécialistes du Marché Commun pour lequel sont destinées les productions nouvelles.

S'agit-il alors de se lancer dans la défense de la production bananière, considérée comme étant plus «favorable» aux travailleurs que celle du citron ou de l'avocat ? C'est une voie semblable qu'avaient choisie les nationalistes guadeloupéens (UTA et UPG) en octobre 1978 en se faisant les défenseurs de la canne contre la tentative d'implantation de la Compagnie Fruitière.

C'est aussi cette voie que semble avoir choisie le PCM qui organise une manifestation le 27 février à Trinité pour le paiement des 700 Frs d'indemnité à tous les suspendus temporaires d'après David et contre les licenciements.

Voilà donc le PCM de nouveau en croisade pour la défense de la «banane martiniquaise», après celle de «la Canne Martiniquaise» ou «du Sucre Martiniquais».

Ce parti, en faisant de la défense de telle ou telle production une question de «dignité nationale» au nom de «la nation martiniquaise» veut donner l'impression qu'il propose aux travailleurs un véritable plan de lutte contre les capitalistes de Reynal, Desgrottes,



et autres de Meillac, qu'il condamne. Ne condamne-t-il pas de même «la politique de so-disant diversification agricole ?

En réalité, il n'est rien. La politique du PCM ne vise pas à la destruction du régime capitaliste mais à son accommodement, à son aménagement. Toujours en quête de solutions qui permettraient de ménager les intérêts de tous, ouvriers et capitalistes, de concilier l'inconciliable, il ne fait en réalité que proposer

aux capitalistes une façon de produire, de gérer et d'organiser leur production, et saute à pieds joints sur les intérêts des travailleurs. Car l'intérêt de ces derniers ne réside pas plus dans la banane, la canne ou autre production particulière, il réside dans la possession des moyens de production, en l'occurrence, la terre, ce qui leur permettrait alors de cultiver, gérer, produire, dans leur intérêt et celui de la

Suite page 2

PRESTATIONS FAMILIALES : HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT

Au début du mois de février, un projet de décret ministériel devait être soumis aux Conseils Généraux des «DOM», dans le but de passer à une amélioration du régime des prestations familiales.

En effet, ces prestations ne sont pas appliquées ou elles le sont d'une façon très discriminatoire dans les DOM.

En France, elles sont dues à toute personne ayant des enfants à charge. Dans les DOM, ces prestations sont versées au prorata du nombre de journées de travail.

Le projet qui doit être présenté, prévoit de fixer un critère unique de 90 jours de travail ou de 10 jours dans le mois précédent, donnant droit à la totalité des prestations mensuelles. Le versement au prorata du nombre de journées de travail étant maintenu pour les personnes n'ayant pas effectué ce minimum de travail.

Quant aux petits planteurs, il faudrait qu'ils cultivent un minimum de 2 ha au lieu de 4 ha fixé précédemment.

Il est bien précisé que les milliers de femmes seules élevant des enfants et ne trouvant aucun emploi, n'ont droit à rien. Les chômeurs totaux non plus.

Quand on sait qu'à l'heure actuelle, sur 11.000 planteurs ou colons, 65 % ont moins d'un hectare à cultiver et 30 % en ont un ou deux, quand on sait que des dizaines de travailleurs restent sans emploi une bonne partie de l'année, voire l'année entière, on peut se permettre de douter de l'efficacité d'une telle décision.

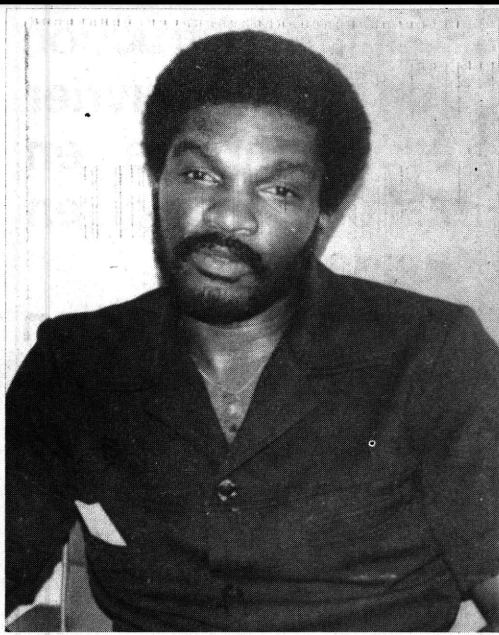
On voit alors que le projet de décret qui sera encore discuté de longs mois avant de connaître un début d'application, ne concernera

en fait pas un nombre élevé de personnes. Il sera encore très restrictif par rapport à l'application des prestations familiales en France.

Ce nouveau projet prouve bien le cynisme avec lequel le gouvernement colonialiste français mène sa politique. En fait la politique coloniale est basée essentiellement sur du bluff, de l'hypocrisie. Et quand les hommes au pouvoir se sentent obligés de lâcher du lest pour contrecarrer le mécontentement populaire contre la politique coloniale, ils le font de façon mesquine.

En tous cas, si les travailleurs ont toujours raison d'exiger l'application de tous les avantages sociaux auxquels ils ont pleinement droit, ils n'ont sûrement aucune illusion à se faire sur le gouvernement colonial français.

M.T.



O Seraphin

Plus de quatre mois après le passage du cyclone David, la situation générale à la Dominique est toujours marquée par la pénurie, la sous-alimentation et une pauvreté croissante dans la population.

Certes, le cyclone a accru les difficultés et la misère, mais, pour une grande part il ne fut qu'un révélateur du sous-développement chro-

DOMINIQUE : UNE SITUATION GENERALE DESASTREUSE

nique de cette île anciennement colonisée par la Grande-Bretagne.

Routes détruites ou quasi inexistantes, poteaux télégraphiques et électriques arrachés, ponts détruits, bref, actuellement encore, c'est un visage de désolation qu'offre la Dominique à certains endroits. Sur le plan économique, la situation n'est guère plus brillante : la principale production de l'île qui est la banane est inexistante, tout comme en Guadeloupe et en Martinique depuis le cyclone, privant ainsi de nombreux travailleurs de ressources. De même, les productions secondaires de citrons, pampeloues sont arrêtées pour l'instant. La plupart des produits de première nécessité sont rares et distribués au compte-goutte proportionnellement à l'aide internationale plutôt mesquine et qui se fait actuellement de plus en plus rare. Allumettes, bougies, sucre, café, viande, manquent cruellement. Le ciment n'est pas venu car le gouvernement attend le bon moment pour en augmenter le prix. Quant à l'essence, elle est distribuée au compte-goutte perturbant les transports et la vie dans l'île. Cela cache probablement une future augmentation du prix de l'essence.

ADAPEI : LE REJET PAR LA SOCIÉTÉ DES ENFANTS HANDICAPÉS

Depuis le 21 décembre dernier, le Centre «Espoir» de l'Association départementale d'Amis et de Parents d'Enfants Inadaptés (A.D.A.P.E.I.) est fermé. Plusieurs dizaines d'enfants inadaptés se retrouvent du coup livrés à eux-mêmes et à la seule charge de leurs parents.

Cette décision de fermer le centre serait intervenue à cause du manque de crédits.

Il faut rappeler que l'A.D.A.P.E.I. est une association régie par la loi de 1901 (association à but non lucratif) et qui a été créée à l'initiative de parents et des membres d'une autre association privée.

En tant que telle l'A.D.A.P.E.I. comptait beaucoup pour vivre sur les différentes subventions accordées par les pouvoirs publics.

C'est donc faute d'avoir reçu ces subventions que les dirigeants ont décidé de fermer le centre. En outre, selon certaines rumeurs, le centre aurait été ouvert bien avant d'avoir reçu l'agrément des autorités compétentes.

Toujours est-il que la fermeture du centre a provoqué le mécontentement des parents et des moniteurs chargés de l'encadrement. Tracts, réunions communes parents-éducateurs spécialisés ont fait connaître au public ce mécontentement.

La fermeture du centre constitue en elle-même un scandale : on ne peut appeler autre-

ment le geste qui a consisté à remettre du jour au lendemain des enfants inadaptés à leurs parents démunis de moyens éducatifs appropriés.

Mais le véritable scandale c'est l'inexistence de centres publics pour les enfants inadaptés et leur abandon aux œuvres de charité, précisément ment comme l'ADAPEI.

C'est à la société et en particulier aux pouvoirs publics et à des organismes publics comme la D.D.A.S.S. de prendre en charge les enfants handicapés. Ces enfants, tout comme les autres enfants, ont droit à l'éducation et à l'insertion. Le gouvernement qui sait généreusement verser des milliards de subventions à des firmes privées pour permettre à leur propriétaire de réaliser des profits fabuleux, qui sait ici même aux Antilles et en Guyane entretenir des forces de répression par milliers ou dépenser des milliards dans des réalisations de prestige, ce même gouvernement ne trouve plus d'argent pour ouvrir et faire fonctionner des centres d'accueil pour enfants inadaptés.

C'est pourquoi les parents et les personnels de l'A.D.A.P.E.I. ne devraient pas seulement exiger l'ouverture du centre, mais aussi une école ou des écoles publiques pour l'enfance handicapée.

C'est au financement de telles institutions que doivent avant tout servir les impôts en tous genres que nous payons.

Face à cette situation, le gouvernement de Mr Séraphin n'a aucune politique susceptible de changer quelque peu les choses. Et cela n'est pas étonnant quand on sait que la tendance au pouvoir, malgré son étiquette «Labor», «travailleuse» n'est qu'une des composantes de la bourgeoisie soumise à l'influence conjuguée de l'impérialisme britannique, français et américain. L'incapacité flagrante du gouvernement actuel est vivement ressentie par la population. Chez les travailleurs, c'est la grogne et le mécontentement qui s'expriment quotidiennement. Ceux de «l'External Trade Bureau» ont d'ailleurs déclenché une grève depuis plus de huit jours pour réclamer une augmentation de salaire. Cette entreprise appartenant à l'état réceptif de la farine et du sucre importés et les répartit dans toute l'île. Les 17 travailleurs de l'entreprise doivent transporter des sacs de 130 kg et travaillent huit heures par jour pour un salaire de 500,00 Frs par mois. On peut donc mesurer le degré d'exploitation dont ils sont victimes. Ils réclament 121 % d'augmentation et ont déclenché le mouvement à l'appel du CSA (Civil Servant Association) le syndicat des employés d'état.

Pendant ce temps, la campagne pour les élections législatives a commencé. La date des élections n'a pas encore été fixée par le gouvernement, mais elle devrait l'être pour avril ou mai.

Les trois partis en liste sont le Labor (leader : Séraphin), le Freedom Party (leader : Virginia Charles) et le DLM (Dominican Libération Movement) issu d'un regroupement de plusieurs organisations de gauche. Bon nombre de tra-

vailleurs se font des illusions sur la politique du DLM en pensant qu'une fois au pouvoir, il pourrait satisfaire leurs revendications. Quand on sait que le leader de ce parti : Athie Martin fut ministre du gouvernement actuel de Séraphin, ce cela donne bien le ton du «communisme», ou du prétendu caractère révolutionnaire de cette gauche.

Pourtant, l'impérialisme qui veille au grain dans les Caraïbes ne verrait pas d'un bon œil l'arrivée de cette gauche au pouvoir car malgré tout cela signifierait que derrière elle existe une masse de travailleurs mécontents de la situation et qui veulent changer les choses. C'est cela que les différents représentants de l'impérialisme appellent «risques de déstabilisation».

En attendant, l'armée française et britannique semblent se relayer pour «aider» à la reconstruction du pays. Et pour reconstruire deux petits ponts on a vu un déploiement de camions et de militaires français pendant un mois, dernièrement. Les ponts ont bon dos. En réalité, l'impérialisme français tient surtout à affirmer sa présence militaire dans la région. L'aide est un prétexte. En fait, elle est dérisoire.

Les travailleurs de la Dominique supportent toute cette situation de plus en plus mal. Les manifestations de l'année dernière qui ont abouti à l'éviction de Patrick John n'ont rien changé de fondamental pour eux. Beaucoup se rendent compte que le gouvernement actuel ne vaut pas mieux que le précédent. Et cela ils pourraient le faire savoir à nouveau et pas forcément par la voie électorale.

Pierre Jean Christophe.

SAINT-KITTS - NEVIS : NOUVELLE EQUIPE AU POUVOIR, MEME POLITIQUE

Les élections viennent d'avoir lieu dans la Fédération de St-Kitts et Anguilla et se sont soldées par la défaite du Labor Party de R. Bradshaw au pouvoir depuis plus de 20 ans. L'opposition, formée par une coalition de 2 partis plus petits a emporté 5 des 9 sièges à pourvoir au Parlement.

Saint-Kitts et Nevis sont 2 petites îles situées au voisinage de Saint-Martin, au nord des Petites Antilles. Colonisées par les Anglais, ces 2 îles ont formé avec une troisième île plus petite encore, Anguilla, peuplée de 60 00 habitants, la fédération de St-Kitts, Nevis et Anguilla.

Cet état s'est disloqué en 1969 avec la sécession d'Anguilla, car les 60 00 habitants de cette île ont refusé l'indépendance craignant sans doute les brigades éventuelles de la part des habitants de St Kitts, bien plus nombreux.

Le changement de gouvernement ne signi-

fie donc nullement la volonté de promouvoir des changements dans le sort des travailleurs du pays. Cela indique tout simplement que les électeurs en ont eu assez de voir les mêmes hommes qui ont dirigé ces îles lors de la colonisation, puis ensuite à la formation d'un état d'abord autonome puis indépendant, mais tout en maintenant le même état de misère et de sous-développement et en défendant les intérêts des capitalistes britanniques toujours présents dans la «Fédération».

La nouvelle équipe au pouvoir n'a eu qu'une seule alternative à proposer : remplacer la toute-puissance de la Grande-Bretagne par celle des Etats-Unis et du Canada, dans la perspective de crédits à obtenir. Cela se fera peut-être, mais sans aucun doute au prix d'une exploitation et d'une oppression renforcée.

QUAND LE P.C.M. BANANE : LES CAPITALISTES TIRENT PARTI DU CYCLONE

population quelle que soit la production.

D'ailleurs la production de la banane que le PCM nous présente maintenant sous un jour si beau peut comporter autant d'aspects négatifs que positifs selon le cadre politique dans lequel on la place. Actuellement, en régime capitaliste, colonial, dominé par les gros propriétaires, ce contre quoi, le PCM ne propose aucun programme, aucune solution, la banane, cela signifie pour l'ouvrier agricole de longues journées de chômage, des tâches pénibles et dangereuses, comme l'obligation de verser des produits toxiques sans protection... cela signifie aussi les atteintes à la dignité par les patrons et leurs gérants, les bas salaires.

Actuellement, et en dehors de perspectives révolutionnaires, les travailleurs n'ont pas intérêt à lutter pour une production plus qu'une autre. Par contre, ils ont à se battre avec acharnement pour leur emploi, contre les licenciements, pour que leurs conditions de travail n'empirent pas.

Mais la véritable solution ne peut survenir que lorsque ceux qui dirigent actuellement auront perdu leur pouvoir, que lorsque ceux qui possèdent la terre et en général, tous les moyens de production actuels, seront dépossédés de leurs richesses.

Il ne s'agit donc pas d'opposer la culture de la banane comme un mieux par rapport au citron, à l'avocat ou à l'aubergine. Il s'agit de revendiquer la terre pour ceux qui la travaillent, faire de la propagande pour l'expropriation des gros propriétaires de terres, toutes choses sur lesquelles le PCM est muet aujourd'hui.



L'application de la décision prise par le gouvernement d'indemniser ne serait-ce que partiellement les ouvriers agricoles privés d'emploi à la suite du cyclone David a donné lieu à une série d'abus plus criants les uns que les autres de la part des gros propriétaires terriens, notamment dans le secteur de la banane.

En effet, c'est un nombre extrêmement réduit de travailleurs qui ont touché la première des 3 mensualités de 700 Frs promises par Giscard en Septembre passé ! Le nombre a été fixé à 1250 alors qu'il y a des milliers et des milliers de travailleurs privés d'emploi dans la banane. Les gros propriétaires ont déclaré un nombre extrêmement limité de bénéficiaires sur leurs plantations, et cela leur a été d'autant plus facile qu'ils ont pu établir les listes de travailleurs sans aucun contrôle.

Pourquoi cela ? C'est d'abord une manifestation pure et simple de la haine de classe des patrons contre les travailleurs. Cela ne leur coûtait rien d'établir dans leurs propriétés respectives la liste réelle des bénéficiaires, car c'est le gouvernement qui paie. Cependant, ayant une occasion de mettre en avant plus en difficulté les travailleurs, les capitalistes n'ont pas hésité. Dans de nombreuses plantations, il a fallu des protestations véhémentes de la part des travailleurs pour que les patrons reculent et même ainsi, ce ne sont que les plus déterminés qui ont réussi à obtenir les 700 Frs. Il y a eu des discriminations éhontées : ainsi, dans une grande habitation du Lorrain, le patron a déclaré uniquement les travailleurs de la commune. Par contre, il a ignoré les travailleurs de Sainte Marie et du Marigot, pourtant nombreux sur la plantation.

Partout, où les travailleurs n'étaient pas organisés, rien n'a été obtenu !

Mais les capitalistes ont aussi saisi l'occasion du cyclone pour se débarrasser de nombreux travailleurs, c'est-à-dire licencier et commencer avec primes gouvernementales à l'appui à reconstruire leurs plantations. Toujours au Lorrain, sur la même plantation déjà mentionnée, sans licencier formellement, ils n'en ignorent pas moins des dizaines de travailleurs ceci dans le but évident de ne pas les reprendre à la prochaine récolte.

Par ailleurs, plusieurs centaines d'hectares ont vu la banane arrachée et remplacée par du citron ou de l'avocat, et dans la phase actuelle, sitôt la plantation terminée, il y aurait moins de travail sur les plantations. C'est ce plan-là qu'appliquent les patrons, seulement en licenciant à l'avance.

De plus, ces licenciements ne coutent absolument rien aux patrons, puisque la faute est remise sur David qui a décidément bon dos. Aucune indemnité de licenciement, aucun préavis n'a été versé à ceux qui se trouvent sans emploi depuis maintenant 6 mois et qui ne seront vraisemblablement pas réembauchés.

Alors la colère gronde notamment dans les communes et les quartiers agricoles du Nord-Est de Martinique, et il n'est pas dit que les plans patronaux seront appliqués sans coup férir. Et déjà les signes de résistance montrent que tous les travailleurs ne se sont pas résignés à faire une seconde fois les frais de la scélératesse patronale.

Jacques Bruel.

MARTINIQUE: ASSURANCES TOUJOURS EN GREVE



A l'heure où nous écrivons, le conflit qui oppose les employés aux agents d'assurances continue. Les patrons prétendent ne pas pouvoir traiter ensemble le cas des employés qui travaillent dans les délégations d'assurances (représentants de compagnies françaises) et de ceux qui travaillent dans des agences proprement dites (locales), et prétextent qu'il est impossible de négocier sur la base d'une même convention collective pour ces deux catégories de travailleurs. En réalité le prétexte est bien mince et cache mal la volonté des patrons de ne rien céder en trouvant toutes sortes de justifications, même les plus invraisemblables. Car il est évident que les patrons, délégués d'agences françaises ou représentants d'agences locales, sont bien d'accord sur les tarifs à appliquer à leurs clients. Or ces tarifs ont augmenté en flèche ces derniers temps,

tandis que les salaires des employés ne bougeaient pas.

Ceux-ci réclament une augmentation du point qui sert à calculer les salaires de base. Au début divisés sur le montant de cette revendication, les syndicats qui représentent les employés, CSTM et CGTM, ont fini par se mettre d'accord sur la revendication du point à 21 Frs. Les patrons, eux refusent jusqu'à maintenant d'aller plus haut que 18 Frs, ou à la rigueur 19 Frs. Ils crient à la faillite s'ils accordent ce que demandent les syndicats.

Quand on connaît les tarifs exorbitants pratiqués par les compagnies d'assurances pour la garantie des moindres risques, on comprend que les patrons jouent ici au chantage aux licenciements. Mais les employés tiennent bon, et après un mois et demi de grève ils entendent bien ne pas sortir de cette lutte les mains vides.

SALVADOR: LUTTES CONTRE LA DICTATURE

La situation politique et sociale continue d'être très tendue au Salvador, pays d'Amérique Centrale où l'opposition à la dictature militaire ne se dément pas. Les étudiants qui occupaient le ministère de l'Education ont terminé leur occupation, après avoir obtenu satisfaction, de même que les militants de l'organisation de guérilla, Ligues Populaires du 28 février ont laissé l'ambassade d'Espagne qu'ils occupaient depuis le 5 février.

Mais, de nouvelles occupations de locaux ont eu lieu aussitôt après. En effet, les militants

d'un autre groupe de guérilla, le Bloc Populaire Révolutionnaire, ont occupé les bureaux du ministère du travail dans la ville de Santa Ana, à 60 kilomètres de la capitale, San Salvador. 35 personnes ont été prises en otage.

Malgré la répression menée par le gouvernement militaire, tous ces événements montrent que la population du Salvador est décidée à se débarrasser des tyrans sanguinaires qui maintiennent par la terreur l'ordre capitaliste, au bénéfice des grosses sociétés, avant tout américaines qui pillent le pays.

H.L.M.: A LA TOUR GRAND-CAMP LES LOCATAIRES PROTESTENT CONTRE LES AUGMENTATIONS

Depuis que la société HLM a décidé d'augmenter les loyers de 20 %, les habitants de la Tour de Grand Camp ont réagi en faisant circuler une pétition pour protester contre cette nouvelle augmentation.

C'est l'ensemble des locataires qui a exprimé ainsi son refus de payer cette nouvelle augmentation.

Cette décision de la société d'HLM d'augmenter aussi exagérément les loyers a provoqué un réel mécontentement chez les locataires. Il faut savoir que cette augmentation vient après ou pendant bien d'autres, celle du gaz, de l'essence et d'autres produits de première nécessité.

Cette situation, les travailleurs ne peuvent pas la supporter indéfiniment. Et ceux qui habitent la Tour de Grand-Camp se sont organi-

sés et sont prêts à ne pas signer le nouveau bail.

Sitôt que le gouvernement a décidé de libérer le prix des loyers, c'est-à-dire de ne plus contrôler, ni de limiter les augmentations de ces loyers, les sociétés immobilières telles que la SIG et HLM ne se sont guère gênées pour pratiquer de grosses augmentations de l'ordre de 18 % à 20 %. La direction d'HLM justifie cette nouvelle hausse par un soi-disant déficit qu'aurait accusé la société en 1979, et c'est pour pallier le déficit qu'elle prévoit en 1980 qu'elle a décidé d'augmenter les loyers.

De telles pratiques sont inadmissibles ! Les locataires ont raison de ne pas les accepter car ce n'est pas sur leur dos que cette société devrait régler ses difficultés financières si difficiles il y a.

ECHOS DES ENTREPRISES

CENTRE HOSPITALIER F-DE-F L'HYGIENE DE LA THEORIE A LA PRATIQUE

Les ASH du CHFF ont eu droit à une formation de recyclage. Pendant toute la durée des cours, on a surtout insisté sur l'hygiène. On a expliqué en long et en large comment éviter de propager les germes.

Les agents s'approprièrent à appliquer toutes ces théories en salle. Hélas, la direction doit considérer ces théories comme étant trop avancées, trop révolutionnaires ! Et comme au bon vieux temps, le même seau d'eau continue à être utilisé pour le lavage de plusieurs salles parce que bien souvent, il n'y a qu'un seul robinet qui se trouve à l'autre bout du couloir et que cela demande un va et vient considérable.

Autre exemple, les agents ne sont pas remplacés le plus souvent. Et l'ASH qui distribue le repas est le même qui, un moment avant, a compté le linge sale et a passé la serpillière.

Alors, aux théories qu'on nous enseigne, la direction impose ses propres conceptions de l'hygiène.

Voilà une bonne manière de concilier les exigences du service et les restrictions budgétaires.

BASSIN DE RADOUB. NOUS NOUS SOMMES FAIT COMPRENDRE !

Il a fallu que nous fassions 5 jours de grève pour que le patron revienne sur ses menaces de licenciement et de diminution de salaire à 35 heures.

Avant la grève, il menaçait de mettre à la porte 12 ouvriers. Mais dès que la grève a commencé, il réduisait ce nombre à 8, puis à 6 ! Enfin, lui qui n'avait rien à nous proposer avant la grève, il trouvait comme par miracle à reclasser les 6 ailleurs ; 3 à la Chambre de Commerce, 2 à la STS, et 1 à la Camic.

On peut dire que ce patron a compris rapidement ce que nous réclamions dès qu'il nous a vus bloquer le Bassin !

PRISUNIC-VILLE



INVENTAIRE : PAS DE NOUVELLE

Jusqu'à présent nous n'avons rien concernant les résultats de l'inventaire.

Habituellement à cette période, la direction commence à pleurnicher sur les pertes enregistrées dans tel ou tel rayon.

Peut être que cela veut dire que cette année les résultats sont bons ! ! ! Qui sait, avec la progrès, les modernisations qu'elle a entreprises, la direction a peut être le cœur en joie... On attend toujours les primes d'inventaire...

SOCALTRA



« HI HAN », LA RELEVÉ DE « KI NOUVEL ? »

Le nouveau chef d'atelier, RALLO a la prétention de nous faire bouffer de la vache enragée.

Mais hélas ! ses coups de gueule n'ont pas l'effet souhaité et le pauvre n'arrive pas à se faire craindre comme il le voudrait. Dès qu'il a le dos tourné, tout le monde se moque de lui !

Avant de faire le major, il aurait dû se ren-

seigner auprès de Ki Nouvel ? sur la place qu'il lui laissait...

« HI HAN » A BRAIT !

En parlant de nous, RALLO a déclaré qu'« on ne fait pas des chevaux de course avec des bourricots ».

Nous sommes donc des bourricots, et lui il est le bourricot en chef !

En voilà un qui mérite bien son bonnet d'âne !

ELEVAGE DE CHATS A L'HOPITAL

Par les temps d'austérité qui courent, la direction a certainement dû faire le choix de laisser proliférer les chats à l'hôpital.

Quand il n'y aura plus d'argent pour acheter de la viande aux malades, peut-être prévoit-elle de se rabattre sur les chats ?

D'autant que ceux-ci ne se gênent point pour faire bonne chère à la place des malades.

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P

Les élèves infirmiers doivent effectuer un stage dit d'intégration de 9 semaines. Rappelons qu'ils ont de fait l'équivalent du diplôme d'aide-soignant. Or la direction ne leur propose que 300 F.

Ces élèves sont appelés à travailler le dimanche et prendre des gardes. Cela signifie bien qu'ils sont considérés comme des employés à part entière, sauf quand il s'agit de les payer !

E. D. F. MARTINIQUE LE SIEGE SOCIAL A SEC

Pendant la semaine qui vient de s'écouler, la bâtiment du siège social s'est retrouvé sans eau à plusieurs reprises.

Les conséquences immédiates sont évidentes : impossibilité pour les agents de boire ou d'utiliser les lavabos. Mais surtout, impossibilité d'utiliser les WC d'où se dégageait une odeur suffocante.

Si pour nous cette gêne était importante durant les journées de coupure d'eau, la direction ne paraissait pas concernée. D'ailleurs elle ne s'est nullement souciee du problème.

On comprend ces messieurs de la direction qui peuvent sortir quand ils le veulent sans rendre des comptes.

Nous devrions faire de même !

SO FROI DES NEGOCIATIONS QUI TRAINENT !

A ce jour, les discussions sur les augmentations de nos salaires continuent.

Rimbaud veut, encore cette année, nous imposer ces augmentations ridicules et en plus appliquées en 2 fois au cours de l'année.

Nous lui avons déjà dit que nous n'en voulons pas.

Lors de la dernière réunion, les camarades se sont prononcés pour renvoyer nos délégués réclamer une augmentation de 14 % applicable au 1^{er} janvier 1980.

Rimbaud fait la forte tête. Eh bien si nous voulons réellement un salaire décent il nous faudra bien plus qu'envoyer nos délégués discuter. Il nous faudra à notre tour faire les fortes têtes.

A PROPOS DE "QUESTION DE DIRECTION"

(ARTICLE DU JOURNAL GUADELOUPEEN)

Ce n'est pas la première fois qu'un mouvement politique clame la nécessité de l'Unité tout en pensant que cette «Unité populaire» ne peut se faire que sous sa propre houlette. Après tout, cela n'aurait pas la même importance si les objectifs politiques d'un tel parti correspondaient effectivement à celui des travailleurs.

Les murs de Pointe-à-Pitre sont en permanence décorés d'appels à constituer Un seul peuple derrière une seule organisation. C'est signé UPLG.

Mais lorsque d'aventure des représentants d'autres courants que l'UPLG tentent de participer à une réunion publique ou une manifestation quelconque qu'elle organise, ils se heurtent à un refus brutal d'où les menaces d'interventions physiques sont loin d'être ex-cuses.

Un courant dissident de l'UPLG et dont l'opinion se reflète bien dans le Journal Guadeloupéen (JOUGWA) continue imperturbablement à débattre de «l'unité».

Il affirme — ce courant — que le «peuple» aspire à l'unité ! Or cela reste aussi à montrer. On ne voit ni comment ni pourquoi se manifesterait plus aujourd'hui qu'hier cette aspiration.

Partant de cette affirmation et de sa propre croyance, JOUGWA répond à l'UPLG. Il invite tous les partis et organisations au débat non seulement sur le problème de l'Unité mais aussi sur celui de la Direction Politique du mouvement anti-colonialiste.

Jacky Dahomay se demandait il y a quelques semaines comment une unité pouvait se faire. Il en conclut qu'il faut un «Front». Puis il se demande qui dirigera ce Front : «La bourgeoisie, la petite bourgeoisie, ou les ouvriers et paysans ? »

Et sceptique, il poursuit : «... trop de partis se réclament de la classe ouvrière (PCG, Combat Ouvrier, GRS, PTG), alors que l'on pourrait se demander si cette dernière a vraiment, pour le moment la direction des opérations ?

Mais Jacky Dahomay ne se situe pas, pas plus que JOUGWA, sur le terrain de la classe ouvrière. C'est au nom de l'ensemble du «Peu-

ple guadeloupéen» qu'il parle ou qu'il entend poser les questions politiques : «Cette dernière question est plus que jamais posée au peuple guadeloupéen dans sa marche vers l'unité, en vue de sa libération nationale».

Le débat s'est poursuivi toujours dans le Journal Guadeloupéen avec un article de Roger Bertaux intitulé «Question de direction».

L'article de Bertaux contient certaines appréciations qui se distinguent des phrases rituelles habituelles du mouvement nationaliste radical. Celui-ci a coutume de faire référence à «la classe ouvrière», «à la direction prolétarienne» etc. . .

Apparemment Bertaux tente de réfléchir à cette question de direction du mouvement politique national et tente de comprendre le problème des rapports dans la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme français.

C'est ainsi qu'après avoir montré que différentes classes sociales pouvaient avoir des intérêts à lutter pour l'indépendance de la Guadeloupe, il dit ceci concernant les ouvriers et les paysans.

«Pour eux la lutte anti-colonialiste ne peut être dissociée de la lutte anti-capitaliste. Leur intérêt est de réaliser une révolution nationale démocratique qui se continuerait par une révolution socialiste, en brûlant l'étape de développement capitaliste.

«.....
«Alors dans ces conditions, il ne peut être question pour la classe ouvrière (et pour n'importe quelle classe d'ailleurs) de subordonner la lutte de classes à la lutte de libération nationale. Elle ne pourra atteindre son objectif que si elle prend la direction de la lutte pour l'indépendance.»

Mais Bertaux qui exprime dans «Jougwa» un point de vue personnel (sous la rubrique Contribution au débat) en vient à cette affirmation très répétée mais néanmoins absurde : «Mais nous l'avons déjà dit, elle (la classe ouvrière) ne peut à elle seule, conquérir l'indépendance nationale d'où la nécessité d'un Front qui unirait dans une unité contradictoire différentes classes sociales.»

Après avoir affirmé que la classe ouvrière devait prendre la tête de la lutte pour l'indépendance, Bertaux en vient quand même à vouloir soumettre la classe ouvrière à la direction de la petite-bourgeoisie révolutionnaire. Car que pourrait signifier d'autre ce fameux Front qui unit différentes classes sociales. On peut mettre différents contenus derrière un mot. Or dans le langage politique actuel — dans les pays dominés — depuis plus de trente ans, cette notion de Front ou Front Uni national recouvre la réalité d'une organisation politico-militaire qui est dirigée par la petite bourgeoisie nationaliste radicale.

Conscient que c'est à cela qu'aboutit son «Front», Bertaux ajoute une sorte de garde-fou :

«Dans ce Front, le problème fondamental est l'affirmation juste et entière du rôle dirigeant de la classe ouvrière. Encore faudrait-il qu'elle ait les moyens de diriger, que son avant-garde soit organisée dans un parti politique solide de l'éducation véritable des ouvriers et des paysans».

Et il ajoute en fin d'article :

«... sans ce parti fort, implanté dans les milieux ouvriers et paysans, il ne peut y avoir de Front démocratique.»

On a bien l'impression, à lire tout cela, que ce qui importe pour Bertaux c'est non pas que le prolétariat soit armé de son propre Parti, ayant son propre Programme et visant ses objectifs propres, mais comment réaliser un Front national qui permette à la tendance la plus radicale de la petite bourgeoisie de contrôler le mouvement anti-colonialiste en s'appuyant sur une base la plus populaire possible.

Si Bertaux posait le problème du point de vue strict de la classe ouvrière, c'est l'idée même de ce Front, de cette unité contradictoire qu'il combattrait. Il mettrait les travailleurs en garde contre elle.

Il dirait aux travailleurs qu'ils n'ont aucun intérêt à se fondre, ni aujourd'hui, ni demain, au sein d'une même organisation avec d'autres classes sociales. La classe ouvrière doit se donner d'abord sa propre direction. Puis, par des-

sus la tête des Etats-majors politiques bourgeois ou petits-bourgeois, faire appel à toutes les couches populaires pour les unifier dans un même mouvement de lutte pour une transformation radicale de la société.

Ce n'est pas non plus par hasard que Bertaux «oublie» l'aspect international de la lutte de la classe ouvrière. C'est simplement que pour lui il faut considérer la classe ouvrière guadeloupéenne comme un élément des forces à opposer au colonialisme, mais non pas comme une classe sociale ayant à accomplir une tâche historique à un moment donné de l'histoire des hommes. Car viser ouvertement la prise du pouvoir par la classe ouvrière, au travers de la lutte pour l'indépendance de la Guadeloupe, cela veut dire que l'Etat ouvrier qui sera ainsi mis sur pied devra nécessairement avoir une politique internationale fondée sur la solidarité internationale indispensable de la classe ouvrière. Cela veut dire que le détachement guadeloupéen de la classe ouvrière devra appeler l'ensemble des ouvriers dans le monde entier à agir dans le même sens que lui.

Le but des ouvriers de Guadeloupe n'est pas comme veut le poser Bertaux de faire de savants calculs sur la façon de créer ou pas un Front mais de s'emparer de toute occasion fournie par la montée du sentiment national pour dresser contre l'impérialisme l'ensemble des couches pauvres de la société. Et cela jusqu'à l'érection d'un Etat qui soit réellement le leur.

Nous partons dans ces analyses de ce qui est favorable ou pas à la classe ouvrière, Bertaux lui se donne comme point de départ ce qui est bon ou pas pour la réalisation d'un Front.

L'éclairage de tout son raisonnement malgré un certain effort pour rendre justice aux ouvriers et paysans reste sur le terrain du nationalisme radical.

Evidemment dans la mesure où de nombreuses discussions sur ces problèmes se déroulent en ce moment en Guadeloupe, il a tout le loisir de faire évoluer son point de vue s'il est réellement soucieux que le grand mouvement social que sera la lutte de libération ne profite pas ensuite à la bourgeoisie ou à la petite bourgeoisie guadeloupéenne. G. Rassamy

LA GRANDE GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA CANNE

A la fin du 19^{ème} siècle, une grave crise économique sévit aux Antilles : la crise sucrière. Elle marquera toute la fin du siècle dernier et le début du 20^{ème} siècle. Une surproduction énorme de sucre va entraîner l'effondrement des cours. L'extension de plus en plus grande des cultures de betteraves en Europe, en particulier précipiteront la crise aux Antilles. Cette crise entraînera la faillite des habitations-sucreries traditionnelles et la reprise de l'industrie sucrière par des sociétés anonymes dont la plus importante sera le crédit foncier colonial.

C'est cette crise qui sera la principale cause des grèves puissantes et des grands mouvements de revendications du début du siècle, en particulier chez les ouvriers agricoles de la canne. La grève de 1910 fut la plus importante et reste une page importante de l'histoire du mouvement ouvrier en Guadeloupe.

La grève est déclenchée le 15 février 1910 sur les habitations de l'usine Darbousier. Les travailleurs réclament : la suppression du travail à la tâche, son remplacement par le travail à la journée, et une augmentation de salaire de 2 Frs par jour pour les hommes, 1,50 Fr pour les femmes, et 1,25 Fr pour les enfants. Après l'échec des différentes négociations, la grève partie de l'habitation Boisvinière aux Abymes, s'étend d'abord dans toute la commune et gagne Morne à l'Eau, le Moule, St François, la région de Sainte Rose, Lamentin et Capesterre.

La grève ne s'étend pas automatiquement

Les travailleurs, organisés et déterminés, ont du marcher d'habitation en habitation, de commune en commune pour généraliser le mouvement. Le 22 février, à Saint François, sur l'habitation des frères Pauwert, propriétaires de Sainte Marthe, les gendarmes tirent sur les grévistes. Il y eut neuf morts et blessés.

Pourtant, ce même jour un accord intervient entre la direction et les ouvriers, mais uniquement au niveau de la SIAPAP (Darbousier),

Mais dans les autres usines, rien n'est encore réglé.

A partir du 28 février, à Capesterre les travailleurs déclenchent à leur tour le mouvement. Voici comment Adélaïde, historien décrit le mouvement : «Dans l'après-midi, des grévistes renforcés par des travailleurs de l'île Pérou, de Campfort (aujourd'hui Cambrefort) et de Changy traversent Capesterre (le bourg) et se rendent à l'usine Marquisat située d'ailleurs à proximité de l'agglomération. Les gendarmes évaluent à trois cents ou quatre cents le nombre de ces grévistes. Des discussions sont d'ailleurs engagées sur place entre les grévistes et le directeur de l'usine. Le lendemain 1^{er} mars, les grévistes qui s'étaient rassemblés à Sainte-Marie et Carangaise se rendent à l'usine «les mineurs» située au delà de la rivière du Grand Carbet. Ils sont évalués à un millier, deux mille selon le correspondant du «Nouvelliste» qui décrit leur colonne s'étendant sur la route du commencement de l'allée Dumanoir à la tranchée qui suit le pont du Car-

bet». Des femmes et des enfants participent à cette marche. Prévoyant peut être les événements, le directeur de l'usine, M. Meynard aurait fui. ... Il semble que ce soit l'absence de M. Meynard qui ait provoqué l'irritation des grévistes. ... Débordés, menacés d'être gardés en otage, les gendarmes se retirent, en rentrant au bourg de Capesterre à midi trente. Une heure après un groupe de grévistes (300 à 400) traverse Capesterre.»

Le trois mars, un accord est signé à Marquisat. Les travailleurs obtiennent satisfaction sur les salaires. Quant aux petits planteurs, quelques jours plus tard, à l'issue d'une réunion paritaire valable pour toute la Guadeloupe, ils obtiennent 16,60 Frs pour la tonne de canne. Ce n'est pas un relèvement extraordinaire compte tenu du fait que la canne était déjà payée 14Fr, ou 15 Frs la tonne. Le 5 mars, la grève sera pratiquement terminée sur toutes les habitations.

Au cours de cette grève, les travailleurs auront pu démontrer leur capacité d'organisation et leur détermination. Ils iront même dans certains cas jusqu'à se payer sur le capital, comme à

Capesterre où ils se servirent en vivres dans un dépôt appartenant à un riche commerçant en remplissant «bidons, sacs ou paniers» comme le dit un rapport de police de l'époque.

Les travailleurs s'étaient rendu compte que, face aux gendarmes, aux briseurs de grève, armés et payés par les patrons, ils devaient s'organiser et se battre. Ils n'hésitèrent pas à s'armer, certains même de fusils pour se défendre. A la violence des capitalistes et des gendarmes ils opposèrent la violence ouvrière, de façon organisée.

Les travailleurs ont refusé de faire les frais de la crise du sucre qui sévissait durant toutes ces années. Cette grève ne fut pas la seule, après encore d'autres mouvements seront organisés pour des augmentations de salaire, pour de meilleures conditions de travail, mais elle fut la plus importante, d'abord par l'étendue et ensuite par l'acharnement que l'ensemble des travailleurs de la canne ont mis à remporter un succès incontestable face aux capitalistes et au gouvernement colonial.

Pierre Jean Christophe

SUR LE PLAN POLITIQUE

Sur le plan politique, cette grève va correspondre à un tournant dans le mouvement socialiste particulièrement puissant à l'époque. Légitimus qui en était le dirigeant, mettra en pratique sa politique de trahison des intérêts ouvriers en prônant l'alliance capital-travail. En fait, il défendra les usiniers contre les travailleurs dont un grand nombre vont se détourner de lui. Aux élections qui suivront, ces derniers se tourneront vers Boisneuf qui apparaît maintenant comme leur défenseur..

Mais pas plus que Légitimus, Boisneuf n'offrira de perspectives autres que réformistes et électorales à la classe ouvrière.



A.R. Boisneuf

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728